

---

# Le système bancaire chinois

## Forces et vulnérabilités

---

Philippe Aguihier

---

# Plan

- **Le développement du secteur bancaire**
  - les banques chinoises dans les réformes
  - la crise des années 90
  - la croissance assainie des années 2000
- **Les risques actuels**
- **Les risques sont-ils maîtrisables**

---

# Plan

- Le développement du secteur bancaire

# Shanghai 1948



# Les banques sous l'éteignoir entre 49 et 79

- Un rôle très limité dans l'économie planifiée
  - Courroie de transmission des objectifs du plan: pas d'autonomie dans les décisions de crédit, donc aucune culture d'analyse du risque ne peut se développer
  - Rôle réduit pour la monnaie dans une économie de rationnement, donc aussi un rôle réduit pour les banques dans la mécanique des transactions
  - Pas de notion de "service" rendu à des "clients" (exemple: beaucoup de particuliers n'ont pas de compte bancaire, et les salaires sont souvent payés en espèces directement par les entreprises)
- Consolidation poussée à l'extrême, et confusion des genres
  - Toutes les banques (à l'exception des coopératives en milieu rural) sont progressivement intégrées à la PBoC, qui devient LA banque chinoise
  - Cumul des fonctions de banque centrale et de banque commerciale, de régulateur et d'opérateur
- La réforme du système bancaire sera une priorité du programme de réformes lancé en 1978
  - Gouvernance et organisation inadaptées aux besoins d'une économie moderne
  - Absence d'un cadre légal et réglementaire, et des infrastructures nécessaires (pas de marché interbancaire, pas de marché financier, pas de système de paiement moderne, etc....)

# La re-création d'un secteur bancaire moderne à partir de 1979

- **Réforme des institutions**
  - Séparation des rôles: la PBOC se spécialise dans son rôle de banque centrale et (initialement) de superviseur des banques commerciales (NB: un régulateur indépendant –la CBRC- sera crée à partir de la PBOC en 2003)
- **Création (ou renaissance) de banques spécialisées au niveau national**
  - Bank of China (BoC) pour les transactions internationales
  - Agricultural Bank of China (ABC) pour les services bancaires en milieu rural
  - Construction Bank of China (CBC) pour les financements d'infrastructure
  - Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) pour la banque commerciale dans les villes
  - On ajoute parfois à la liste la Bank of Communications (Bocom) qui est la recréation d'une banque fondée sous la République
- **Ces quatre banques ("big 4") verront leur mandat s'élargir petit à petit et deviendront toutes des banques universelles**
  - elles dominent le marché domestique encore à ce jour, avec une part de marché des dépôts proche de 50%
  - Et figurent toutes parmi les 10 plus grandes banques mondiales en termes de fonds propres (ou de capitalisation boursière)
  - De véritables mastodontes, avec des milliers d'agence, et des centaines de milliers d'employés, mais malgré cela leur présence ne s'étend pas en-dessous des villes principales

# Le paysage bancaire s'enrichit progressivement

## (1/2)

- Mise en place progressive d'un système à trois niveaux
  - Les big 4 (ou big 5), les Joint-stock banks, et les City Banks
  - Multiplication des licences souvent suite au lobbying d'intérêts locaux ou sectoriels, la capacité de distribuer des crédits étant considérée comme un outil important de pouvoir économique, ou de pouvoir tout court
- Création des Joint-Stock Banks à partir des années 80
  - Licenses bancaires nationales données à une dizaine de nouveaux établissements, dont les actionnaires sont le plus souvent des entités d'Etat
  - CITIC Bank, Evergreen bank, Minsheng, Ping An, China Merchants, Industrial Bank pour les principales
  - Une croissance rapide, jusqu'à atteindre une pdm globale de l'ordre de 20%
- Création de banques de niveau local
  - Un grand nombre de coopératives de crédit en milieu urbain, qui seront par la suite regroupées pour créer les City Commercial Banks (au moins une par province, dans la capitale provinciale)
  - Même schéma en milieu rural avec les Rural Commercial Banks
  - Collectivement une pdm d'environ 10%
  - Une grande disparité de taille et de qualité de gestion, les meilleures des CCBs étant proches des JSBs

# Le paysage bancaire s'enrichit progressivement

## (2/2)

- **Création des banques de développement en 1994**
  - China Development Bank, pour les projets internationaux
  - China Exim Bank, Agricultural Development Bank of China
- **Réintroduction (prudente) dans l'écosystème d'une espèce presque éteinte: la banque étrangère**
  - Sous forme de bureau de représentation (activités autorisées très restreintes) dès 1979,
  - puis autorisations au compte-gouttes pour des succursales ou filiales, en parallèle avec les évolutions du droit des investissements étrangers
  - Un impact qui reste marginal, jusqu'à nos jours (pdm inférieure à 2%)
- **Multiplication des institutions financières non bancaires**
  - Sociétés de leasing, "trust companies" (les ITICs)
  - Échappant en partie au contrôle du régulateur bancaire, ce qui posera des problèmes par la suite

---

# Modernisation progressive de l'environnement légal, réglementaire et technique

- **Clarification progressive du cadre légal**
  - Nouvelle loi bancaire et évolution du droit des entreprises, éléments essentiels pour la pratique bancaire,
  - même si comme souvent en Chine, la pratique précède souvent la formalisation de la loi (promulgation formelle en 1995, mais des versions “provisoires” circulaient depuis des années)
- **Ouverture ou réouverture de marchés financiers**
  - Marché interbancaire et marché des obligations (indispensables pour le financement et le fonctionnement des banques)
- **Développement à marche forcée des infrastructures et des réseaux**
  - Nouveau système informatique pour faciliter le traitement des paiements entre banques
  - Introduction des premières cartes bancaires dans les années 80
  - Développement et modernisation des réseaux d'agences bancaires, d'ATMs, etc...
- **Mais la gouvernance et la culture de contrôle des risques ne suivent pas...**
  - Interférence systématique des autorités politiques dans la conduite des affaires, les décisions de crédit, et les nominations
  - Pas d'expérience pratique de ce qu'est le risque de crédit parmi les équipes managériales

# Une crise majeure évitée de peu à la fin des années 90

- Un développement trop rapide pour les capacités du système bancaire à en maîtriser les risques
  - Dans l'environnement hyper-rapide et anarchique des années 90, et en l'absence de mécanismes de contrôle appropriés, les mauvaises créances s'accumulent rapidement dans les bilans des banques
  - pas de chiffres fiables disponibles, mais il est certain que de nombreux établissements chinois étaient bien au-delà de ce qui est considéré comme des lignes rouges à ne pas franchir en termes d'indicateurs de solidité financière dans de très nombreuses juridictions (fonds propres négatifs si des provisions adéquates avaient été constituées)
- Tout est à reprendre:
  - la gouvernance des banques, la culture des banquiers et des régulateurs, les pratiques, et
- Des réactions rapides et un nouveau train de réformes permettront d'éviter un effondrement
  - Un seul établissement majeur (GITIC) ira en faillite, largement pour faire un exemple
  - Les banques chinoises étant peu connectées sur le monde extérieur, et les déposants domestiques ne perdant pas confiance dans les banques, les dirigeants chinois bénéficient de ce que les dirigeants d'autres pays n'ont pas eu: **du temps pour traiter les problèmes,**
- Un coût global très élevé, rendu absorbable par la croissance
  - Estimé à 30% du PNB (de l'époque) par Ma Guonan, dans une étude publiée par le CEPII en 2006

---

# Un traitement drastique: le nouveau train de réformes des années 2000 (1/2)

- Renforcement du dispositif de régulation
  - Création de la CBRC, avec un effort massif de formation des équipes (avec notamment l'aide de la Banque Mondiale)
- Nettoyage des bilans: utilisation intensive de toutes les techniques connues
  - Abandon de créances, restructurations, etc...
  - structures de défaillance pour gérer les portefeuilles en défaut des grandes banques,
  - recapitalisations
- Consolidation forcée des CCBs et RCBs
  - Absorption par les CCBs les plus performantes des coopératives de crédit locales en difficultés

# Un traitement drastique: le nouveau train de réformes des années 2000 (2/2)

- Réformes de la gouvernance
  - Professionalisation et responsabilisation du management
  - Rôle plus étendu donné aux conseils d'administration, sur le même mode que ce qui est fait pour l'ensemble des entreprises
  - Renforcement de la culture et du dispositif de contrôle des risques
- Ouverture progressive aux étrangers
  - Banques étrangères encouragées à prendre des participations jusqu'à 20% dans les banques chinoises,
  - avec des programmes intensifs de transferts de savoir-faire à la clé
  - Une capacité d'influence, mais pas de contrôle
- Premières introductions en bourse de banques chinoises sur des marchés internationaux (HK, NY)
  - Afin de lever des fonds mais aussi d'améliorer la transparence
  - Un pari très risqué, car de nombreuses incertitudes auraient pu décourager les investisseurs (le flou sur le traitement des actifs parqués dans les véhicules de défaisance, ou le rôle du Parti dans la gouvernance, entre autres)
  - mais gagnant, car dans l'euphorie des années 2000 l'attrait du miracle économique chinois prime sur tout le reste...

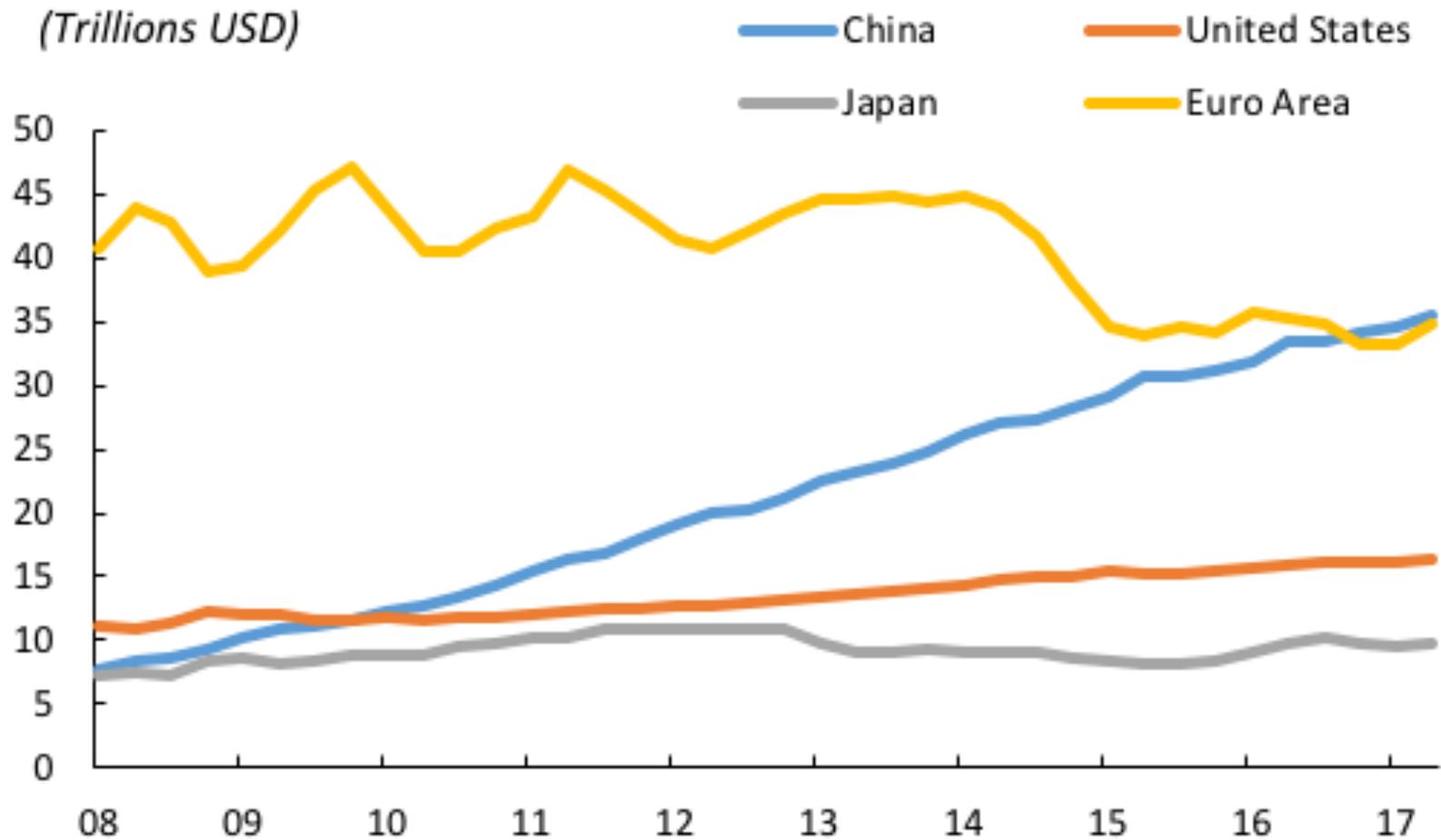
# Une croissance plus saine dans les années 2000

- Forte croissance, en taille et en profitabilité, reflétant en l'amplifiant la croissance de l'économie
  - Les banques bénéficient de dispositions destinées à assurer la stabilité du système bancaire: encadrement des taux sur dépôts et crédits, d'où des marges garanties à un niveau confortable
  - La croissance et les bons résultats permettent d'absorber progressivement les mauvaises créances
  - Des ratios de gestion assainis, qui soutiennent bien les comparaisons internationales
- Les banques découvrent de nouveaux leviers de croissance
  - les clients particuliers, jusque là considérés comme des usagers, et un "mal nécessaire" pour collecter des dépôts, plutôt qu'une clientèle à servir
  - les activités de marché
  - La sophistication croissante des besoins des clients et des manières d'y répondre
- Des coups de pouce du gouvernement pour assurer la rentabilité du secteur
  - Et donc la capacité des banques à constituer des provisions pour absorber les problèmes
  - Par le mécanisme de régulation des taux: plafond sur les dépôts, plancher sur les crédits
- Les banques chinoises deviennent les plus grandes et les plus profitables au monde
  - Effets conjugués de la taille du marché domestique, de la position dominante des grandes banques dans ce marché, et de la croissance économique sous-jacente,

# Un secteur très profitable et correctement capitalisé

- Premier secteur bancaire au monde en termes d'actifs et de revenus
- Coefficient d'exploitation (frais généraux sur revenus) du secteur aux alentours de 30%
  - A titre de comparaison, les banques européennes sont en moyenne vers 50%
  - NB: un coex bas dénote une forte capacité d'investissement et d'absorption de chocs (constitution de provisions)
- Profits nets totaux des banques chinoises cotées (ie la majorité des grandes banques): 213 milliards d'Euros en 2018
  - 88.5 milliards pour l'ensemble du CAC 40
  - 120 milliards pour l'ensemble des banques européennes (2017)
- Taux moyen de créances douteuses de l'ordre de 2%
  - Inférieur à la moyenne mondiale (de l'ordre de 3% dans l'UE)
  - Taux de couverture par des provisions particulièrement élevés: plus de 200%
  - Des chiffres à interpréter avec des précautions, mais qui s'expliquent
- Retour sur fonds propres en moyenne proche de 13%
  - La plupart des banques européennes s'efforcent d'atteindre 10%, sans toutes y parvenir
- Taux de capitalisation moyen 13.6%
  - En ligne avec les standards internationaux, même si la rapidité de la croissance est telle que les banques doivent régulièrement augmenter leur capital pour y faire face

# Le premier secteur bancaire au monde en taille d'actifs



# Quatre banques chinoises dans le top 10 mondial en 2019

<b>TOP 10 WORLD BANKS</b>				
<b>Rank</b>	<b>Previous</b>	<b>Bank</b>	<b>Country</b>	<b>Tier 1 capital \$bn</b>
1	1	ICBC	China	338
2	2	China Construction Bank	China	287
3	4	Agricultural Bank of China	China	243
4	3	Bank of China	China	230
5	5	JP Morgan Chase	US	209
6	6	Bank of America	US	189
7	7	Wells Fargo	US	168
8	8	Citigroup	US	158
9	10	HSBC	UK	147
10	9	Mitsubishi UFJ	Japan	146

Source: [www.thebankerdatabase.com](http://www.thebankerdatabase.com)

# Modernisation des agences



# Offre digitale moderne et sophistiquée



- 
- Donc tout va bien?
  - Et les arbres vont monter au ciel?
  - Pas si sûr...

# Le précédent des banques japonaises

Sic transit gloria mundi...

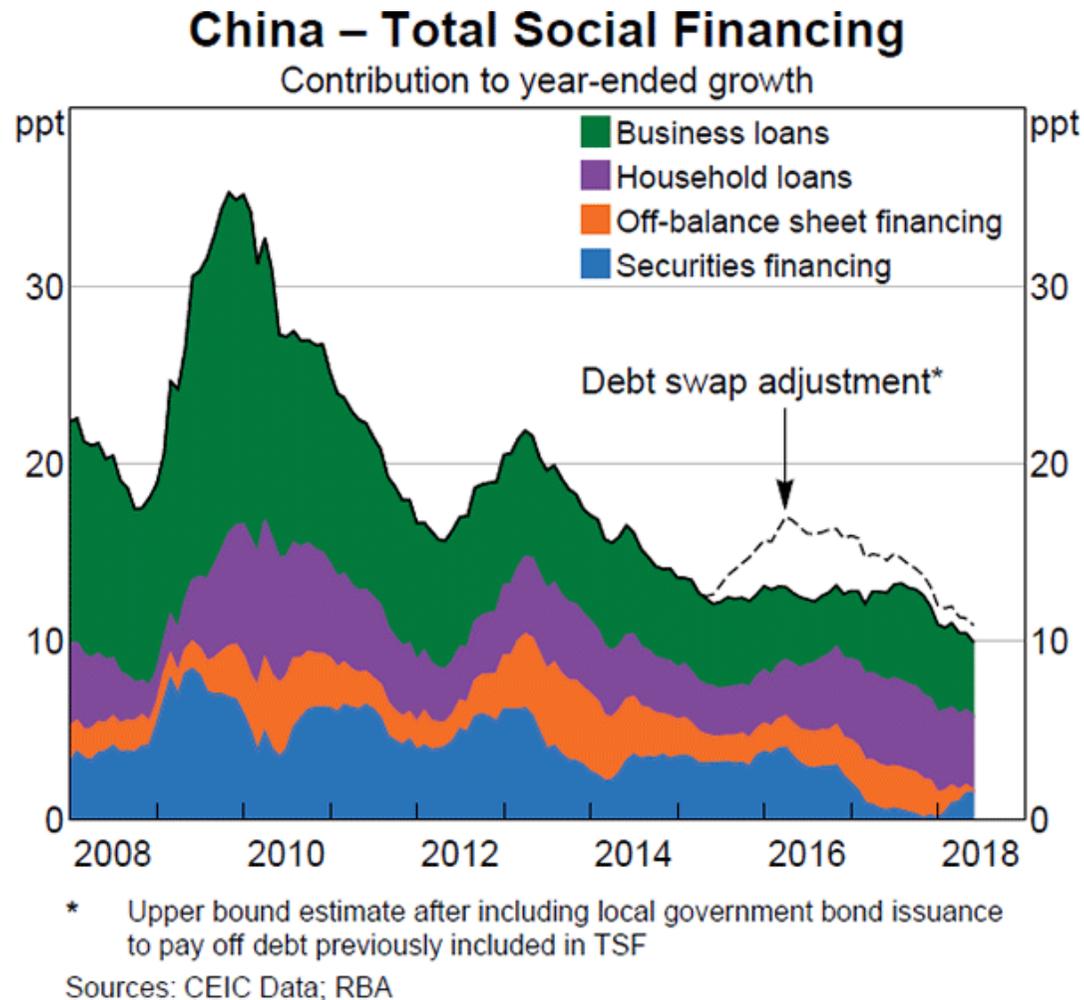
<b>5: TOP 10 WORLD BANKS, 1990</b>			
Rank	Bank	Country	Tier 1 capital \$m
1	Sumitomo Bank	Japan	13,357
2	Dai-ichi Kangyo Bank	Japan	12,322
3	Fuji Bank	Japan	11,855
4	Credit Agricole	France	11,802
5	Sanwa Bank	Japan	11,186
6	Mitsubishi Bank	Japan	10,900
7	Barclays Bank	UK	10,715
8	National Westminster Bank	UK	9,761
9	Deutsche Bank	Germany	8,462
10	Industrial Bank of Japan	Japan	8,184

- 
- La situation actuelle des risques

# Une croissance très rapide des crédits

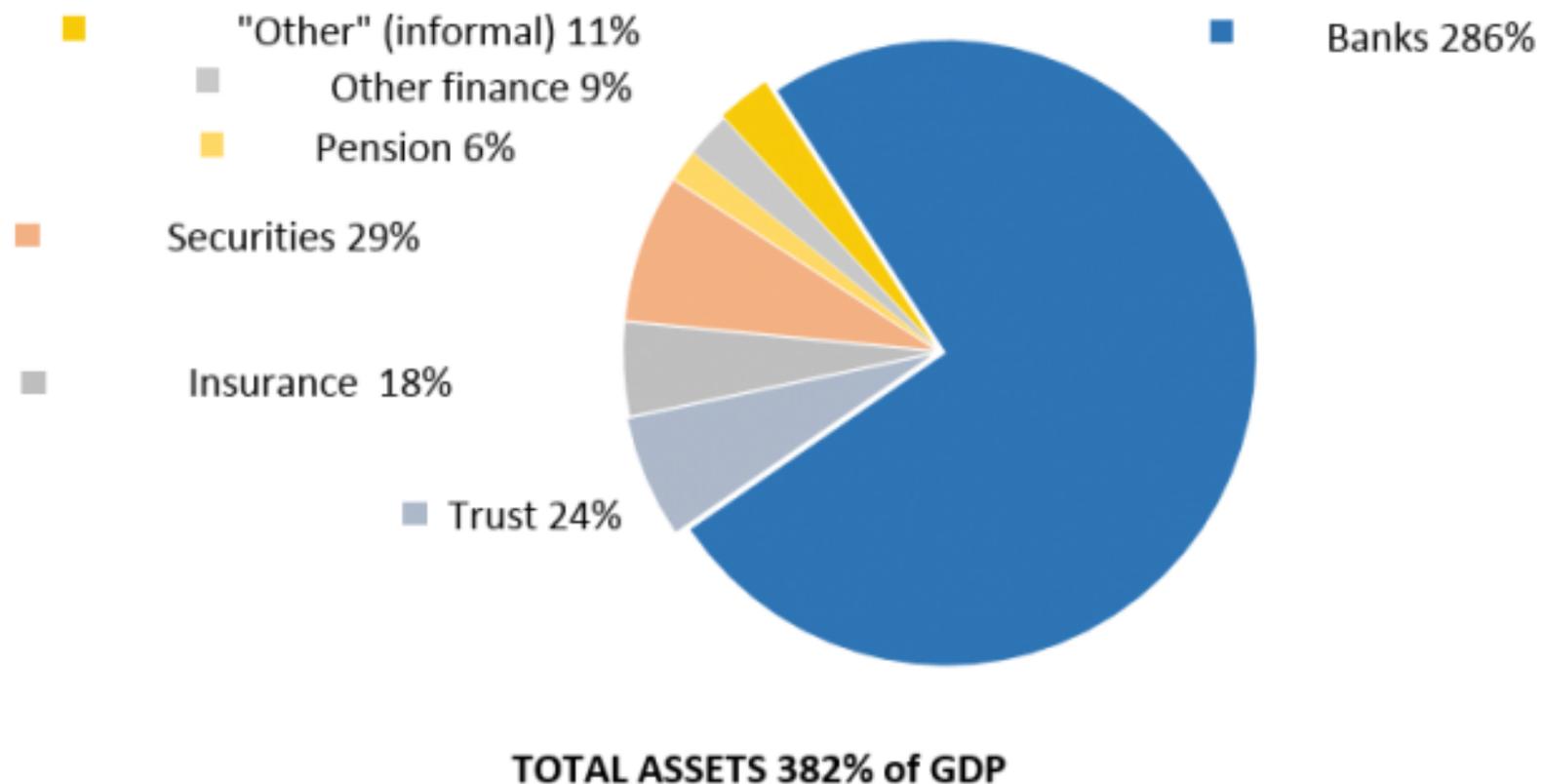
- Une augmentation forte de la dette après la crise mondiale de 2008-09,
  - à laquelle les autorités chinoises ont réagi par des plans de relance massifs, financés en grande partie par les banques
  - qui portent près de 75% de la dette, du fait du sous-développement relatif des autres institutions, et notamment des marchés financiers)
- Le taux d'endettement global en Chine est proche des plus hauts niveaux mondiaux
  - Attention cependant aux interprétations trop rapides, ceci n'est pas à soi seul un indicateur de crise imminente
  - Comme au Japon, la dette chinoise est en quasi-totalité domestique
  - pas de point de rupture inéluctable, tant que la confiance perdure, et que le coût de la dette est supportable
- L'accélération de la croissance des encours est le principal problème
  - historiquement, les épisodes de croissance trop rapide se terminent souvent mal...
- La véritable qualité des actifs engrangés est incertaine, surtout dans un contexte de ralentissement économique généralisé
  - dette des entreprises publiques, certaines d'une solvabilité douteuse,
  - Engagements pris sur des autorités locales
- Certains établissements ont plus que leur part d'actifs problématiques
  - Concentration de problèmes dans une partie des petites banques locales

# Le canal bancaire est le principal canal de financement de l'économie (flux)

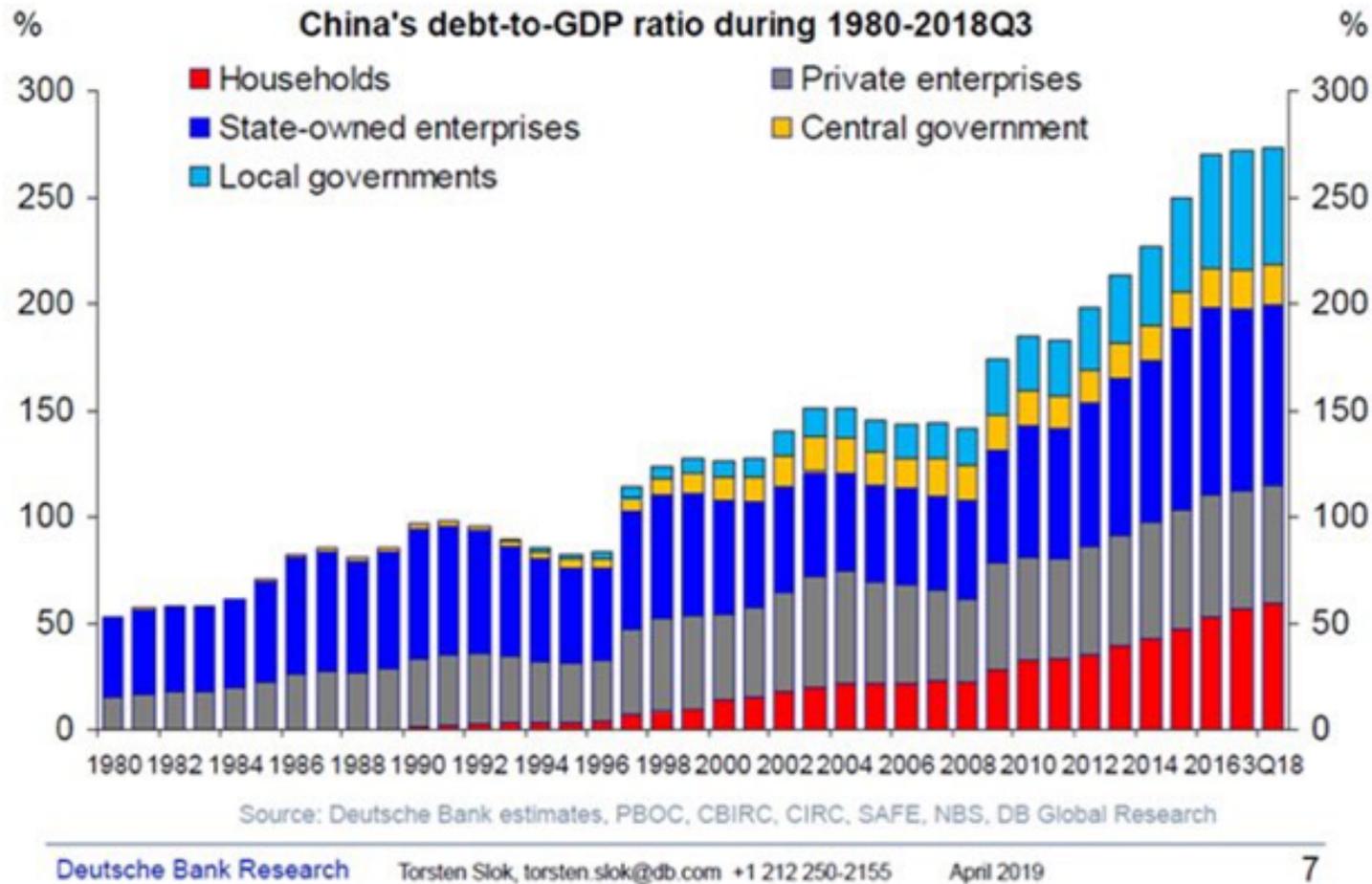


# Le canal bancaire est le principal canal de financement de l'économie (stock)

Assets of the financial system , end-2015 (% GDP)



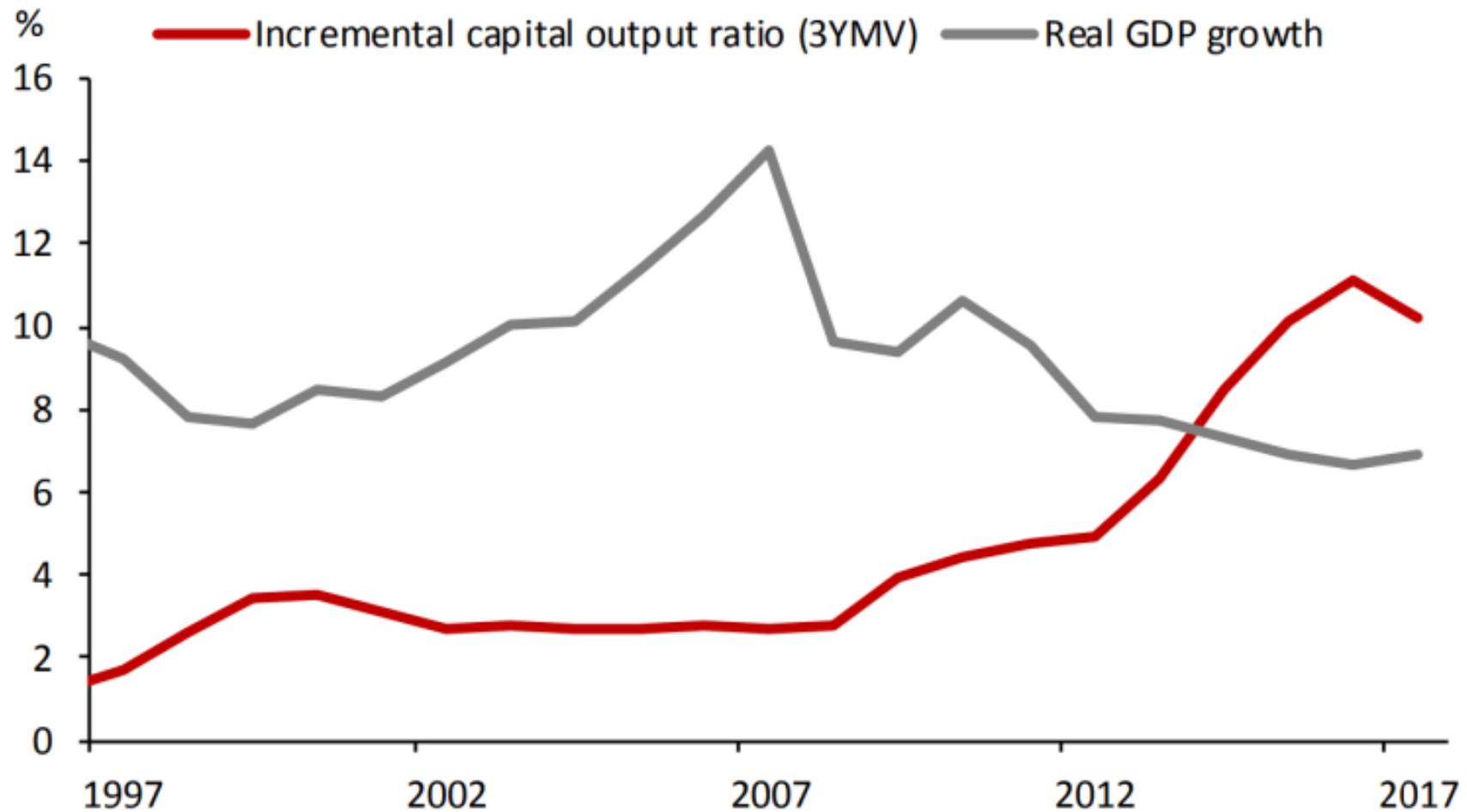
# Croissance des crédits: trop rapide et pas dans les bons segments



# Les principaux risques : le puits sans fond des crédits aux SOEs

- **Un reflet du modèle économique chinois**
  - Activité économique tirée par des investissements portés par des entreprises d'Etat (ou des autorités locales)
  - Avec une rentabilité en décroissance régulière sur le long terme
  - Les bilans des entreprises se dégradent, et les risques financiers qui croissent en conséquence
- **Les banques chinoises préfèrent quand même prêter aux entreprises d'Etat**
  - Forte réticence à prêter aux POEs et en particulier aux PME, qui demandent plus de travail et présentent plus de risque (pas de garantie implicite de l'Etat)
  - Une attitude rationnelle, tant l'Etat soutiendra les SOEs pour des raisons sociales, politiques, et économiques
- **La résolution du problème n'est pas entre les mains des banques**
  - Un choix stratégique majeur du Parti, les banques s'y adaptent
- **Une amorce de traitement à long terme est perceptible**
  - L'endettement des SOEs a cessé de croître (en % du PNB) depuis 2017
  - Le nombre des mises en liquidation de SOEs augmente régulièrement (surtout dans le secteur d'Etat local)
  - Forte réticence à recourir de nouveau à des plans de relance par l'investissement, y compris dans la crise actuelle

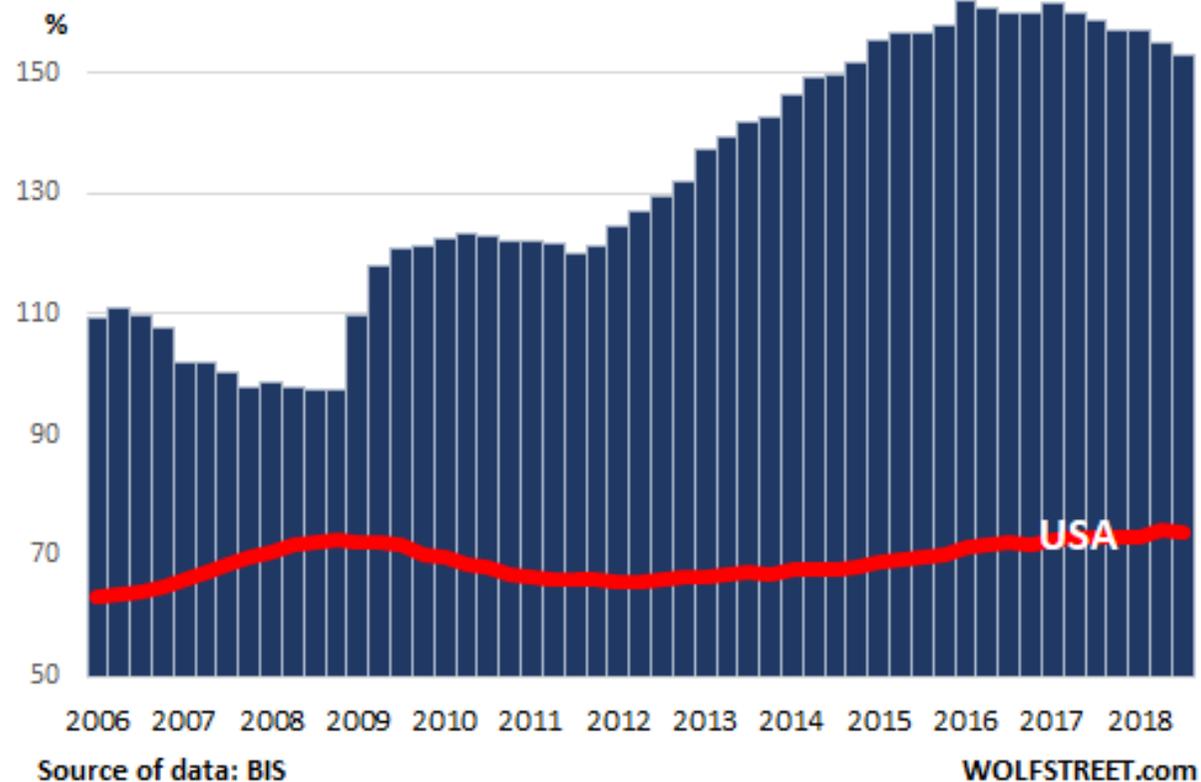
# Baisse tendancielle du taux de retour sur les investissements



La dette des entreprises est toujours très élevée, mais n'augmente plus (en % du PNB)

### China Corporate Debt to GDP v. USA

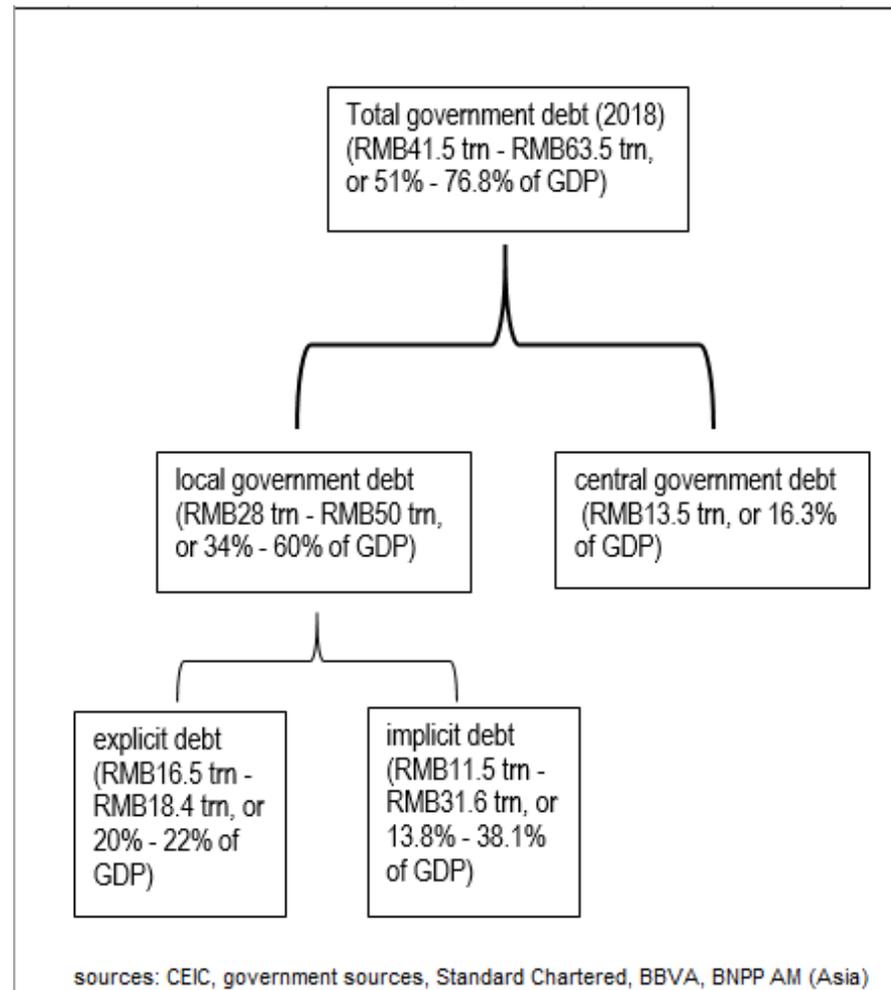
Nonfinancial corporate debt as % of GDP



# Les principaux risques : les engagements sur les autorités locales

- La réforme fiscale de 1994 a rendu les gouvernements locaux structurellement déficitaires
  - Déficitaire car responsable d'une part des dépenses supérieure à la part des revenus qui leur sont alloués, le déficit étant supposé être comblé par des transferts du Centre
  - D'où un déséquilibre, exacerbé par l'interdiction faite aux autorités locales de s'endetter directement
  - Il s'y est ajouté l'effet des plans de relance de 2008-2009, que l'Etat central n'a pas souhaité financer directement
- Les autorités locales ont trouvé d'autres sources de financement
  - En large partie auprès des banques, par l'intermédiaire de véhicules dédiés ("plateformes financières des gouvernements locaux"), avec des terrains en garantie
- Avec des impacts négatifs indirects
  - finances des autorités locales trop dépendantes des ventes de terrain, poussant à la surchauffe immobilière
  - manque de transparence sur les montants réels: les chiffres ne sont pas encore fiables
- Aujourd'hui encore la situation n'est pas complètement claire
  - Estimation divergentes sur le montant de la dette: sans doute au moins 50% du PNB
  - De fortes tensions locales: beaucoup de municipalités en difficultés, des défauts sporadique
  - Une situation déjà malsaine, rendue encore plus toxique par le recours à des pratiques financières complexes – le "shadow banking" en particulier

# Probablement au moins 50% du PNB



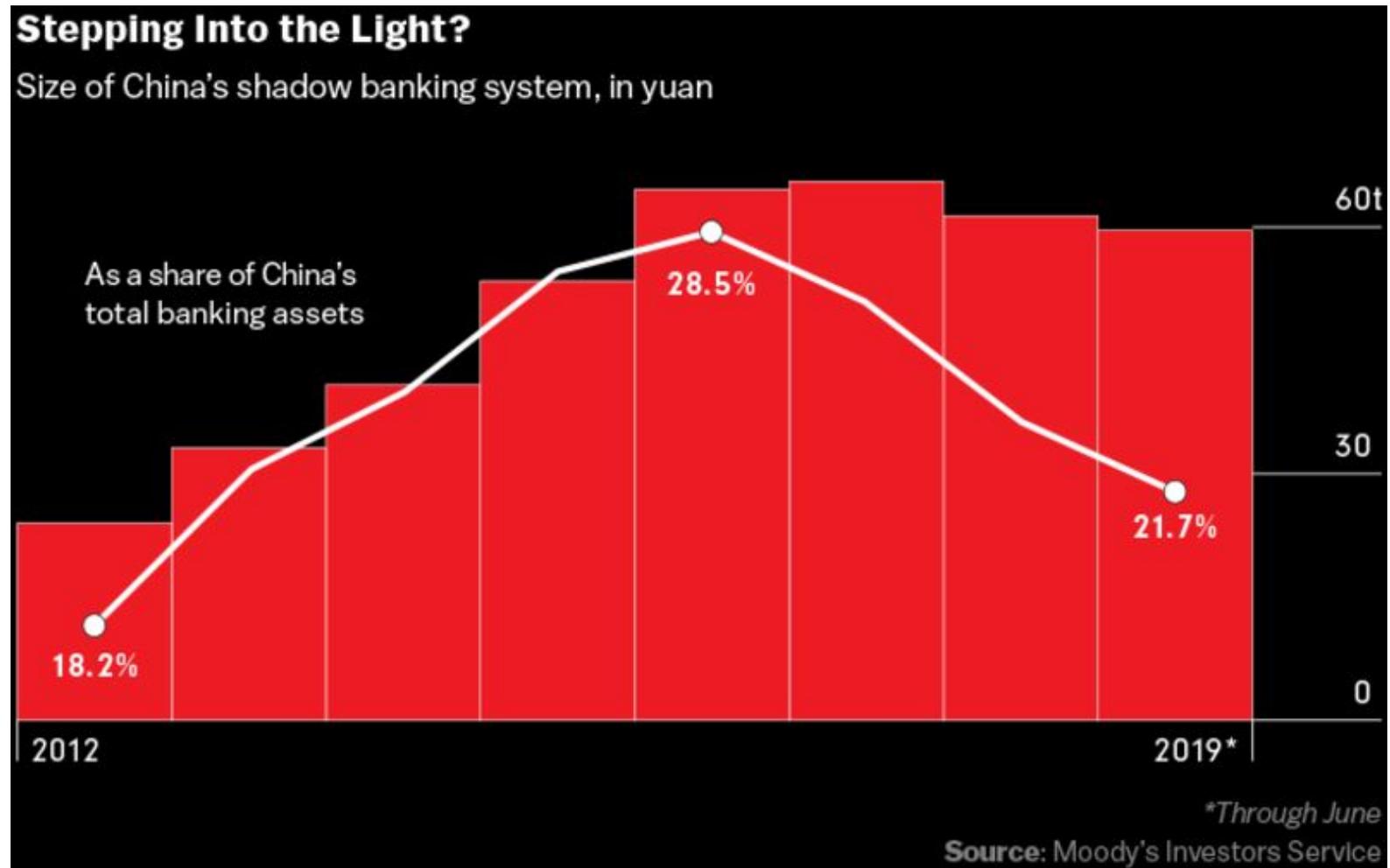
# Les principaux risques : le “shadow banking” (1 / 2)

- De fortes contraintes pèsent sur les banques en matière de volumes et de taux
  - Quotas de crédit, ratio prêts sur dépôts, taux de capitalisation, etc...
  - Dans cet environnement, les banques ont développé diverses techniques d'abord pour offrir des produits d'épargne à des taux attrayants, puis de plus en plus afin de contourner l'encadrement du crédit
  - Les engagements “hors-bilan” des banques ont crû, jusqu'à représenter une part significative de leurs engagements totaux
- En parallèle, les besoins de financement continuaient à augmenter,
  - y compris ceux des autorités locales
- La rencontre de ces deux phénomènes a contribué au développement du “shadow banking”
  - Instruments financiers placés par des banques soit auprès du public, ou auprès d'autres banques, et destinés à financer les “plate-formes” créées à cet effet par les gouvernements locaux
  - Le plus souvent ces engagements étaient comptabilisés hors-bilan, ce qui les faisait échapper aux ratios
  - Cette forme de financement a longtemps représenté la principale source de fonds pour les gouvernements locaux,
- Une solution bancaire, mais qui satisfaisait beaucoup de monde...
  - Capacité pour les banques de prêter plus que ce que leurs fonds propres auraient dû leur permettre
  - Capacité pour l'Etat de financer ses projets sans peser sur l'endettement de l'Etat
  - Le régulateur était informé, mais a pendant longtemps choisi de “laisser faire” afin de ne pas se mettre en travers de la stratégie de l'Etat pour promouvoir la croissance

# Les principaux risques : le “shadow banking” (2/2)

- **Une situation intenable à terme**
  - Toutes les autorités locales ne sont pas insolvables, mais beaucoup peuvent le devenir
  - Des incertitudes sur qui porte les risques in fine: banques ou public?
  - Des risques de liquidité en plus des risques de crédit, pour la partie de ces produits placés au profit du public: mismatch entre la maturité des produits émis (courte le plus souvent) et celle des actifs sous-jacents (longue par définition)
  - Les petites banques sont proportionnellement beaucoup plus exposées que les grandes,
- **Un problème en cours de traitement**
  - Une grande prudence est de mise, vu les impacts potentiels sur les marchés immobiliers, la santé des banques, et la capacité des autorités locales à délivrer des services essentiels
  - Réintégration progressive des engagements hors-bilan dans les bilans des banques
  - Refinancement par des émissions obligataires pour les entités locales les plus solides
  - Renouvellement des crédits lorsqu'il n'y a pas encore de solution...
- **Un problème compliqué mais encore maîtrisable**
  - Dans le pire des cas une partie des encours pourraient être repris par l'Etat, une solution de dernier recours mais qui au moins éviterait une perte de confiance généralisée dans l'Etat (et le Parti...)
  - Mais bien sûr une solution non souhaitable pour le centre, qui doit arbitrer entre de multiples urgences
- **“shadow banking”: une appellation trompeuse**
  - Pas vraiment d'ombre là-dedans: ces activités sont chez les banques, et connues du régulateur (ce qui n'empêche pas qu'elles ont été pendant longtemps très mal encadrées)
  - il y a d'autres compartiments dans la catégorie “shadow banking” mais celui des plate-formes gouvernementales est le principal

# Shadow banking: heureusement le reflux a commencé



# Les principaux risques : les “petites banques”

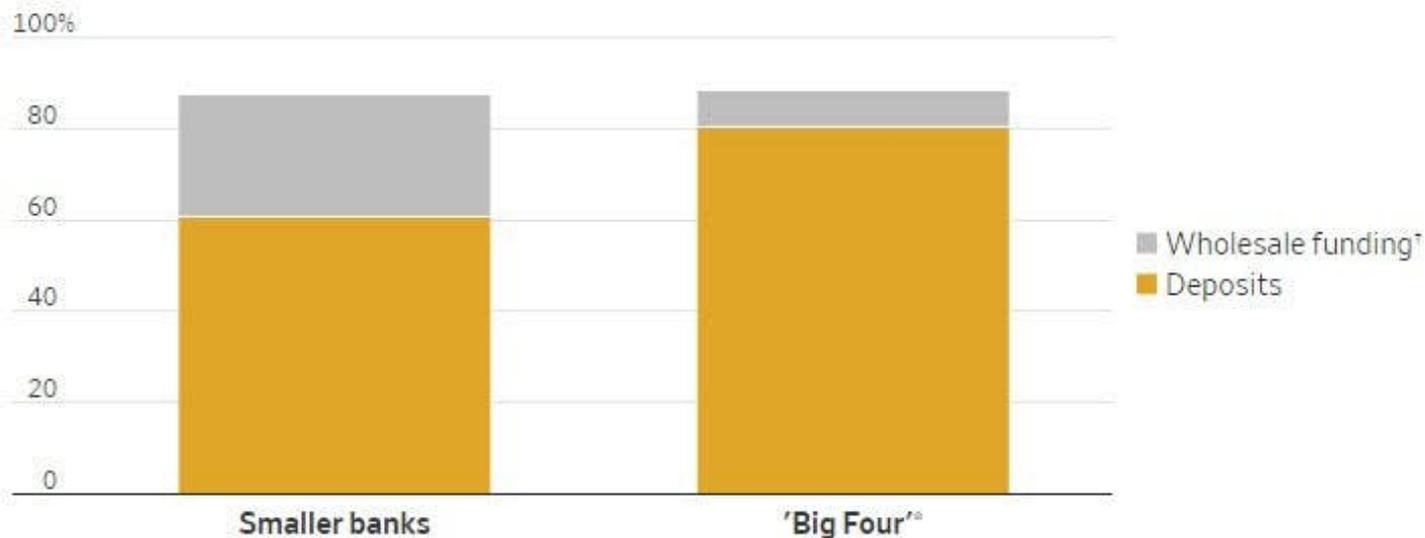
- **La qualité de la gouvernance et des dispositifs de contrôle ainsi que le degré de compétence des acteurs décroissent vite lorsque l’on s’éloigne des grands centres**
  - Conduisant à une croissance mal contrôlée et des prises de risque excessives
  - Avec des régulateurs moins capables de résister aux pressions des autorités locales
- **Des faiblesses des deux côtés du bilan**
  - Actifs: surexposition aux actifs les plus risqués et en particulier aux crédits aux autorités locales
  - Passifs: dépendance plus importante que la moyenne aux financements interbancaires, moins stables que les dépôts clients
- **Plusieurs incidents récents ont mis en relief les risques potentiels**
  - Quatre banques locales ont dû être “renflouées” en 2019, et déjà une en 2020
- **Les autorités semblent avoir la capacité d’éteindre les incendies,**
  - Traitement rapide et résolu des problèmes une fois que l’urgence est déclenchée
  - Le régulateur semble utiliser cette opportunité pour mieux asseoir son autorité
- **Les risques de propagation semblent contrôlables**
  - Les banques “risquées” ne représentent qu’une faible partie du système bancaire, et les banques qui ont fait défaut étaient déjà connues pour la mauvaise qualité de leur gestion
  - accès à des ressources considérables pour régler les problèmes
  - La confiance du public dans les établissements plus importants reste entière
- **La crise actuelle complique néanmoins la situation**
  - Risque d’accélération des défauts parmi les banques les plus faibles

# Les petites banques ont une structure de financement plus fragile que les grandes

## Aggressively-Funded Small and Mid-Sized Banks Struggle with Bad Loans

Compared to the 'Big Four', small and mid-sized banks rely more on wholesale funding, such as the bond, repo and interbank markets.

Funding sources, as of September

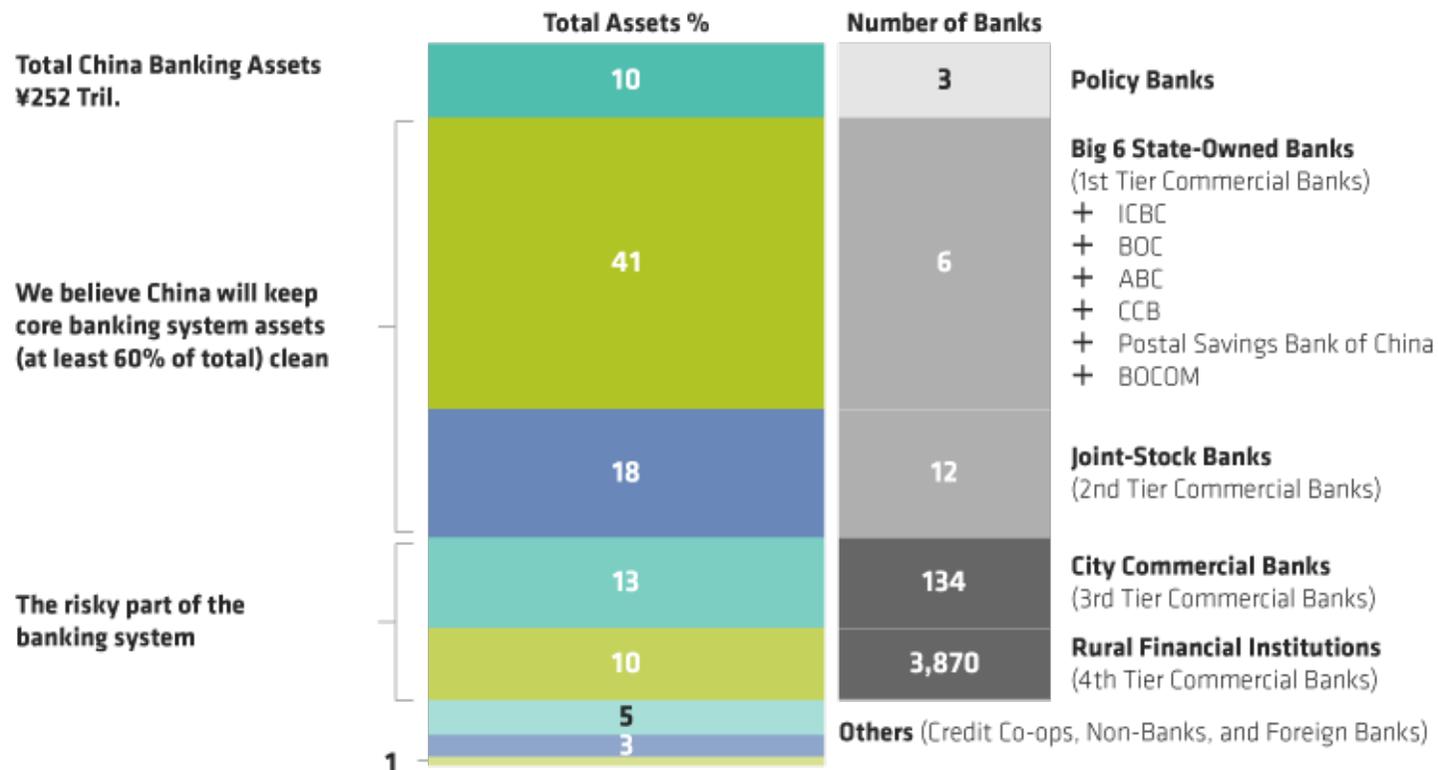


\*ICBC, CCB, AgBank and Bank of China \*Includes deposits from non-bank financial institutions  
Source: People's Bank of China

# Heureusement les “petites” banques ne représentent qu’une “petite” part du marché

## China’s Banking System: Asset Breakdown

The Risky Banks Are in the Low Tiers



As of December 31, 2018

Source: CBIRC, CEIC and AllianceBernstein (AB)

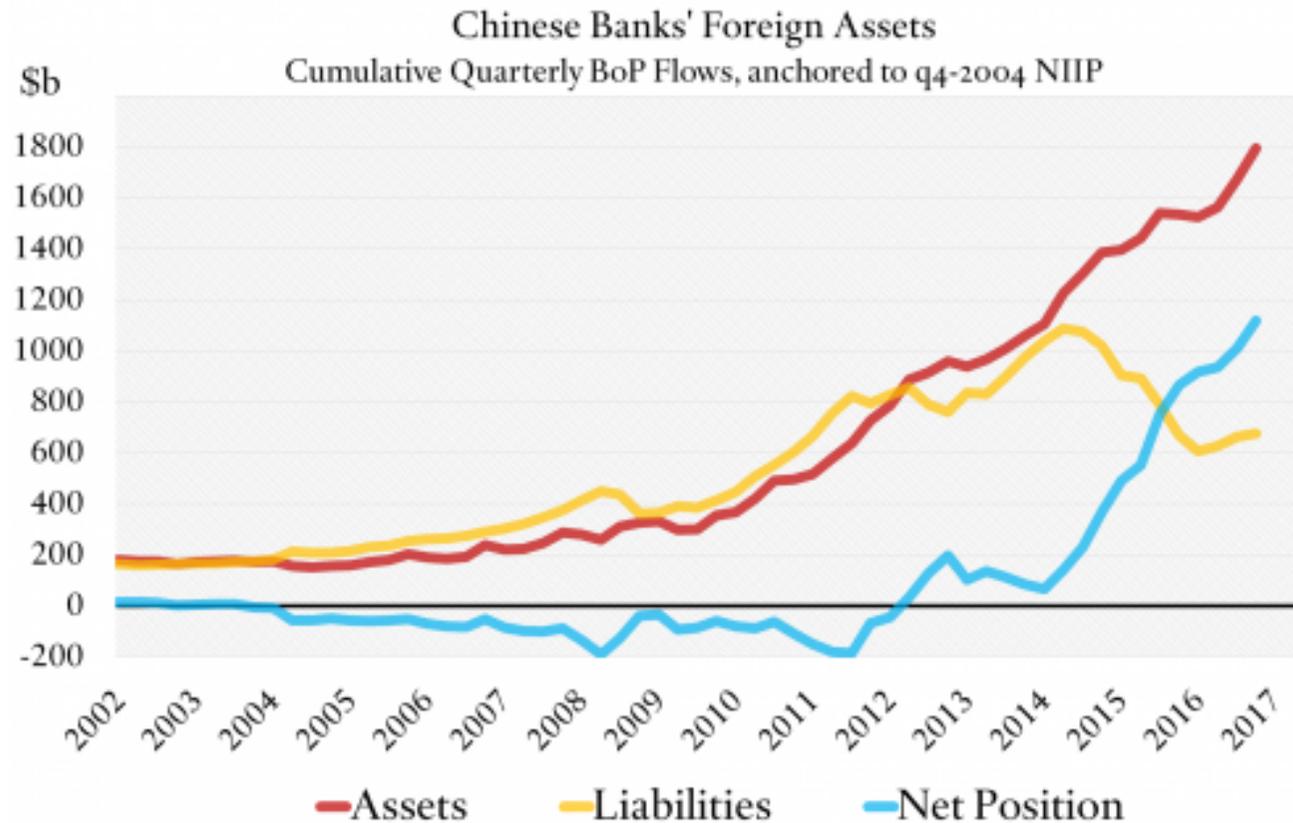
## Autres facteurs de risque : un contrôle insuffisant dans certains segments

- Quelques gros problèmes avérés dans les activités de P2P
  - Un enthousiasme excessif pour l'innovation financière et un lobbying efficace de certains sponsors de "fintechs" ont permis le développement de bulles majeures
  - Plusieurs cas de fraudes massives dans le domaine du P2P (ou encore "crowd funding") ont amené les autorités à pratiquement interdire cette activité
  - Plus de 4,000 opérateurs en 2018, plus que quelques dizaines aujourd'hui, et ils sont sommés d'adopter des statuts beaucoup plus contraignants (exigences en capital)
- Une facture lourde, mais pas un risque systémique
  - Les encours du secteur ont déjà diminué de 1,300 Bio RMB au pic à 600 Bio fin 2019
  - Vu les impacts sociaux et politiques, dans beaucoup de cas les épargnants individuels ont été compensés
  - La facture a été massive: plusieurs centaines de milliards de RMB, au bas mot
  - Mais en terme macro-économique, les encours actuels ne représentent "que" moins de 1% des encours du secteur bancaire – le problème a déjà été largement absorbé
- Il existe d'autres zones d'ombre, mais pas au point de constituer une menace systémique
  - Secteur des trusts ou des sociétés de leasing, en réalité souvent des "faux nez" pour permettre aux banques de contourner les quotas de crédit

# Autres facteurs de risque: le développement international

- **La majorité des banques chinoises sont relativement peu actives en dehors de Chine**
  - Seules les grandes banques et les “policy banks” (CDB, Exim Bank) sont actives à l'étranger
  - De 10 à 15% seulement en moyenne des actifs en dehors de Chine, moins que les grandes banques US ou Européennes
- **La croissance organique est privilégiée pour le développement international**
  - stratégie classique d'accompagnement des clients (la même que celle qui fut déployée en son temps par les banques occidentales): d'ouverture de succursales ou de filiales dans les pays où les groupes chinois sont actifs
  - Approche prudente pour les acquisitions: peu d'opérations en dehors des pays proches
  - Une prudence en partie imposée par le régulateur, conscient des limites à la capacité de leurs banques à gérer les risques liés à une grande acquisition internationale
  - Un nombre significatif de participations minoritaires, mais cela relève d'une autre logique, financière et non industrielle
- **La croissance récente des crédits a été très rapide**
  - impact des financements liés aux projets des routes de la soie: des montants difficiles à mesurer par manque de transparence, mais dont on sait tout de même qu'ils sont matériels
  - Avec un niveau de risque très élevé, particulièrement en regard du manque d'expérience des banques chinoises en matière de financement de projet et d'évaluation du risque pays
- **A surveiller, mais pas de risque systémique à court terme**

# Une croissance très (trop?) rapide des actifs étrangers des banques chinoises



Note: The categories aggregated here are "Deposits & Currency," "Trade Credits," and "Loans."

Sources: PBOC; SAFE; Haver Analytics.

Brad Setser & Cole Frank  
[blogs.cfr.org/Setser](http://blogs.cfr.org/Setser)

# Autres facteurs de risque: il n'y a pas que les risques de crédit

- La complexité croissante des activités des banques chinoises les expose à des risques qu'elles-mêmes et leurs régulateurs comprennent mal:
  - risques de liquidité, de marché, ou de conformité
  - Les années 2010 ont vu une explosion des "innovations" financières dans le marché domestique, certaines potentiellement toxiques, malgré le contre-exemple des banques US et Européennes pendant la crise de 2008-2009
- Les problèmes de liquidité tuent plus de banques que les mauvais crédits!
  - Différence entre un AVC et une maladie chronique...
- Le dispositif de surveillance de ces risques se renforce
  - Meilleure prise en compte du risque inter-bancaire, très longtemps ignoré (illustration de "l'utilité" des récents défauts de petites banques pour renforcer la discipline...) ou des sujets de conformité domestiques (protection des intérêts clients par exemple)
  - Contrôles renforcés sur les activités de marché
- Mais il reste du chemin à faire
  - Des progrès inégaux selon les banques et les régions
  - Les nouveaux contrôles sont souvent adaptés aux problèmes d'hier...
  - La faiblesse des dispositifs pour assurer le respect des réglementations internationales (pays sous sanction, blanchissement, etc...) rend vulnérables les banques chinoises actives aux US

# Autres facteurs de risque : des concurrents nouveaux et pour certains bien armés

- **La rentabilité du secteur bancaire attire de nouveaux concurrents**
  - De nombreux groupes privés ou publics font un lobbying intense pour se voir attribuer de nouvelles licences
  - Pour l'instant les autorisations ont été accordées parcimonieusement, car le régulateur veut encourager l'innovation et la concurrence, mais sans prendre le risque de déstabiliser les banques
- **Les géants du digital en Chine (Alibaba, Tencent, etc....) sont puissants et agiles, et intéressés par le domaine des services financiers**
  - N'étant pas des banques ils ne sont pas soumis à toutes les réglementations bancaires
  - Mais ils développent une offre en concurrence directe avec les banques dans certains domaines: quasi-comptes courants rémunérés, crédits à la consommation
  - Ils ont surtout acquis des positions dominantes dans le domaine des paiements, négligé par les banques
  - Les banques ont réagi en adaptant aussi vite que possible leur offre digitale, mais seront confrontées à terme aux mêmes problèmes que les banques occidentales (et en particulier la baisse de fréquentation dans les agences)
- **Pas de risque majeur à court terme**
  - Les autorités feront ce qu'il faut pour ne pas déstabiliser les banques, et les opérateurs digitaux savent jusqu'où ils peuvent aller
  - Les risques sont à plus long terme: obsolescence des réseaux, désaffection de la clientèle

- 
- Les risques sont-ils maîtrisables

# Les risques sont identifiés et des actions correctives ont été lancées

- Le régulateur bancaire (CBRC puis CIBRC) prône une politique de “deleveraging” depuis au moins 2014-2015
  - Analyse lucide de l'état des risques, mais une écoute limitée de la part des politiques
- Prise de mesures pour réduire les risques
  - ratios plus réalistes pour contrôler l'effet de levier au sein des banques, avec la prise en compte des engagements hors-bilan
  - Critères de provisionnement plus stricts
- Des stratégies différenciées par segment pour traiter les principaux risques
  - Acceptation progressive de défauts et de faillites même par des entreprises d'Etat pour instiller un meilleur sens des risques
  - Dégonflement progressif de la bulle du “shadow banking”
  - Refinancement des autorités locales par d'autres instruments mieux structurés
  - Traitement rapide des crises aiguës (banques locales, faillites de fonds) de manière à éviter les mouvements de panique
- Une écoute devenue plus attentive de la part des dirigeants politiques
  - Prise de conscience graduelle au sein de la direction chinoise des risques financiers, notamment avec la multiplication des problèmes dans les “petites banques”

---

# Un régulateur compétent, mais sous influence

- La qualité du régulateur (personnes et dispositif) est l'une des atouts du secteur
  - assistance importante fournie par les institutions internationales depuis le début des réformes (formation, méthodes)
  - Une supervision exigeante, voire tatillonne (ce n'est pas forcément un mal ...)
  - Une vision claire des défis du secteur
- Un champ récemment étendu:
  - création d'un régulateur unique pour les banques, les assurances et les marchés financiers
- Mais des limites fixées par les rapports de force politiques
  - Des dirigeants plutôt compétents, mais pas des poids lourds du Parti même si leur statut a récemment progressé avec la mise en place du régulateur unique)
  - Incapacité à résister à toutes les pressions, mais une certaine habileté tactique à utiliser les crises pour promouvoir leurs politiques
- Et quelques “angles morts”
  - Passivité ou manque d'anticipation devant certains débordements
  - Une touche d'arrogance après la crise de 2008-09 à laquelle les banques chinoises ont largement échappé

# Le coeur du problème: les garanties implicites

- **Le système financier chinois repose sur des hypothèses de garanties implicites**
  - Les banques assument que L'Etat ne laissera pas les SOEs ou les autorités locales faire défaut
  - Le public assume que les banques garantissent les produits d'épargne qu'elles placent
  - Tout le monde part du principe qu'une banque ne peut pas faire faillite
- **Il en résulte des distorsions dans les mécanismes de prise de risque**
  - Le risque intrinsèque des débiteurs n'est pas analysé (puisque in fine l'Etat paiera)
  - Les risques sont systématiquement sous-estimés, et les prises de risque excessives
- **Les conséquences économiques sont très négatives**
  - Les entreprises et les projets continuent à être financées indépendamment de leur viabilité
  - Certains segments ont des difficultés à obtenir des crédits: rien ne persuadera les banques chinoises de prêter plus au secteur privé ou aux PME tant que c'est moins risqué de prêter aux SOEs
  - Apparition de bulles, sans mécanisme de correction
- **Il est très délicat de changer ce type de situation**
  - Risque de panique et de réactions massives si les hypothèses sont remises en cause trop brutalement
- **Les autorités marchent sur un volcan**
  - Elles veulent habituer progressivement le public et les banques à l'idée que des défauts sont possibles
  - Toute la difficulté est dans le "progressivement"
  - D'où le fait que les problèmes sont encore souvent réglés au cas par cas, en prenant en compte leur degré de sensibilité sociale et politique

# Un diagnostic plutôt favorable, avant le virus...

- Une situation dans l'ensemble plus favorable que dans les années 90
  - Une ampleur probablement moindre: pour rappel, la résolution de la crise des années 90 aurait coûté environ 30% du PNB
  - Le dispositif de contrôle des risques et la gouvernance sont beaucoup plus sains
  - Un environnement légal et réglementaire permettant un traitement rapide des situations de défaut (mise en jeu des hypothèques, procédures d'abandon de créances, etc...)
  - Possibilité maintenue de traiter les sujets dans la durée, du fait de l'absence de pression externe (pas de créanciers étrangers) ou interne (pas de perte de confiance)
  - Moins de croissance, mais toujours de la croissance quand même
  - Capacité de l'Etat à mobiliser des ressources importantes
  
- Une bonne anticipation des problèmes
  - Un consensus politique semble avoir été trouvé pour s'attaquer aux vrais sujets
  - début de traitement à un moment où les banques sont encore, pour la plupart, en bonne santé, et peuvent dégager des ressources considérables pour "se soigner" elles-mêmes
  - Quelques signes tangibles d'amélioration: le deleveraging a commencé

# La crise actuelle rebat les cartes

- **De nouvelles incertitudes**
  - L'impact de la crise sur la qualité des portefeuilles est impossible à prédire à ce stade
  - Même chose pour la vigueur de la reprise, qui conditionnera le nouveau régime de croissance
  - Les marges de manoeuvre de l'Etat seront mobilisées sur d'autres sujets encore plus urgents
- **Des risques à court terme réels mais sans doute limités**
  - Le gouvernement a les moyens d'atténuer les effets négatifs sur les banques pendant au moins un temps (allègement des contraintes de ratio, etc...)
- **Mais qui augmenteront vite avec le temps**
  - Une politique de stimulus agressive aidera à court terme mais risque d'aggraver les problèmes de crédit
  - un risque aussi de voir se multiplier des problèmes locaux entraînant une perte de confiance
  - Un coût final qui sera d'autant plus élevé que le traitement de fond aura été retardé
- **Un traitement qui exigera des arbitrages douloureux**
  - L'Etat ne pourra pas continuer à financer toutes ses priorités comme avant

# Quels ingrédients pour gérer la prochaine crise bancaire en Chine?

	Années 1990	2020	Post covid-19
<b>Expérience collective des décideurs en gestion de crise</b>	aucune	Expérience de plusieurs crises	Expérience de plusieurs crises
<b>Compétence des régulateurs</b>	Faible initialement, progrès rapides	Proche des meilleurs standards	Proche des meilleurs standards
<b>Compétence des banquiers et culture de risques</b>	très loin des standards internationaux	* à *** selon les banques	* à *** selon les banques
<b>Outils “techniques” et réglementaires</b>	mis en place progressivement	state of the art	state of the art
<b>Moyens financiers</b>	***	**	?
<b>Croissance</b>	***	*	?
<b>Temps</b>	***	***	?